



# L'économie sociale contre la hausse des prix de l'énergie.



**SAW**B



Marian de Foy  
Septembre 2022

Depuis début 2021, les prix de l'électricité, du gaz et de l'essence ont explosé. En mars 2022, [l'électricité avait augmenté de 49,9% en un an et le gaz naturel de 148,8%](#). En avril, la facture d'électricité passait à [1708€ en moyenne par an par ménage, et celle de gaz à 3659€, un record absolu](#). Du côté de l'essence, le litre passait pour la première fois [la barre des 2€](#) en mai. En juillet, le prix du gaz a à nouveau doublé en quelques semaines, passant à [180€ le mégawattheure](#).

Mais l'énergie est au cœur de toute l'économie, et l'augmentation du prix de l'énergie a augmenté les coûts de production de pratiquement toutes les entreprises, dont la plupart ont décidé d'augmenter leurs prix pour conserver leurs marges (voire pour certaines les augmenter). Cette folle augmentation du prix de l'énergie est donc responsable d'une inflation écrasante pour la majorité de la population puisque, si les commerçants, producteurs et propriétaires peuvent reporter leurs coûts sur les consommateurs, la réalité est toute autre pour les salariés dont le salaire augmente beaucoup moins vite que les prix (même avec l'indexation).

## Une réalité inégale

En tout, selon les calculs de la banque Nationale Belge, la flambée des prix de l'énergie aurait coûté à la Belgique [10 milliards d'€ en février](#), et on peut imaginer que le coût a largement augmenté depuis. Mais tous et toutes ne sont pas égaux face à la crise. On estime en moyenne la [perte de pouvoir d'achat à 6%](#) en Belgique, mais ce chiffre masque des inégalités immenses. Car pour la part la plus riche de la population, la situation est toute différente. Les millionnaires en Belgique ont par exemple vu leur fortune augmenter [de 6,5% en moyenne](#). Début 2022, au niveau mondial, ce sont 2000 milliards de dollars qui ont été versés en dividendes, soit [18% de plus qu'en 2019](#).

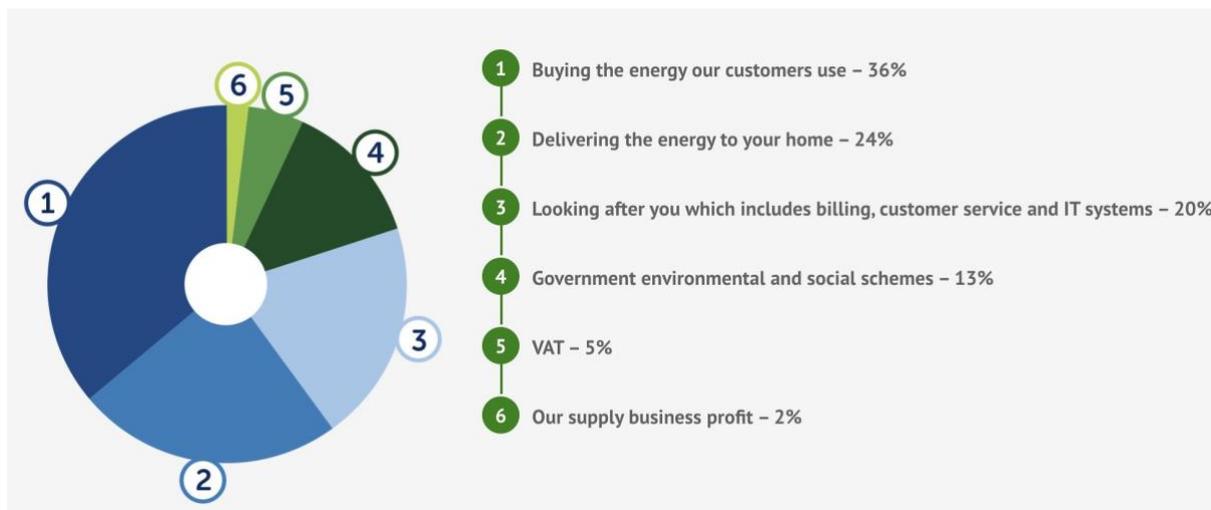
Alors d'où vient cette augmentation des prix de l'énergie ? Est-elle une fatalité ? C'est ce que nous allons explorer, notamment à partir de l'exemple de Cociter, un fournisseur d'énergie qui n'a pas suivi l'inflation comme tout le monde.

## D'où vient l'augmentation des prix ?

Beaucoup de commentateurs identifient la cause de cette augmentation dans la reprise qui a suivi le Covid, dans la guerre en Ukraine qui a diminué les arrivées de gaz, dans le manque de vent qui empêche les éoliennes de tourner à plein régime, ou encore sur le changement des sources d'énergie qui [passe du charbon au pétrole](#). Toutes ces raisons invoquent des éléments externes à notre système économique, et sur lesquels nous avons finalement peu de prise.

Si tous ces éléments jouent sans aucun doute sur les prix, un autre aspect, pourtant fondamental, est souvent oublié : le capitalisme. Car ce qui décide des prix en dernier ressort, ce ne sont pas des règles abstraites, mais bien des décisions prises dans les comités d'administrations des grandes entreprises. Pour l'énergie c'est particulièrement vrai, puisque la concurrence est très limitée et que quelques entreprises se partagent le marché<sup>1</sup>. Ce sont elles qui peuvent jouer sur l'offre, créant ainsi de la rareté qui peut faire monter les prix.

Mais comment mesurer, à partir des différents facteurs explicatifs de la hausse des prix, lequel a le plus d'influence ? Richard Murphy, un expert en économie politique, a tenté de faire le calcul. Il est parti des différents éléments du prix de l'énergie qui sont donnés par l'entreprise britannique SSE<sup>2</sup> :



À partir de cette répartition, Richard Murphy a voulu estimer par où passait l'augmentation du prix. Il a donc pris deux factures moyennes, 1200£ en 2021, et 3000£ en mars 2022. Une différence de prix de 1800£. Il estime que les coûts de livraisons, de facturation, de service client ou d'IT, ou de contribution gouvernementale n'ont a priori pas changé de manière. La TVA, qui est proportionnelle, a augmenté, passant de 60£ à 150£. Le coût pour produire de l'énergie n'avait pas changé non plus en mars 2022. La Russie continuait à livrer du gaz et du pétrole au même niveau qu'avant. Richard Murphy en vient donc à la conclusion que la seule donnée qui a réellement changé est le profit, qui passe donc [de 43£ à 1717£](#). Tout cela montre bien que les différents effets externes au système économiques n'ont pas d'effet direct sur l'augmentation des prix, mais que celle-ci résulte en fait d'une décision arbitraire des entreprises et des conseils d'administration, qui par exemple parient sur une baisse de l'activité et donc diminuent artificiellement la production, ce qui fait augmenter les prix (mettre un article). Comme les prix de vente ont augmenté sans que le prix de production ne change, cette différence compense la baisse des ventes (quand celle-ci se confirme, autrement il s'agit juste d'une augmentation énorme des profits) et permet aux capitalistes de conserver leurs marges bénéficiaires.

Year	2021/22 (to now)	2022/23 (to come)
	£	£
Overall energy cost	1,200	3,000
Made up of:		
Distribution costs	288	288
Billing and customer service	240	240
Green and other levies	156	156
VAT paid to the government	60	150
Distribution company profit	24	60
Cost of producing bought in energy	389	389
<b>Profit made by energy production company</b>	<b>43</b>	<b>1,717</b>
Total energy price	1,200	3,000

## L'augmentation des prix, une bonne nouvelle pour le climat ?

Certains militants écologistes se sont réjouis de la hausse du pétrole, [persuadés](#) que cela allait accélérer le mouvement de transition vers les énergies renouvelables. L'augmentation des prix est en effet une mesure préconisée par plusieurs économistes, comme [Sandrine Rousseau](#) ou [Gaël Giraud](#). Il s'agirait d'une manière de modifier les comportements individuels. En réalité, et les écologistes qui défendent ces mesures le savent très bien, l'augmentation des prix n'a qu'une incidence minimale sur la consommation. La plupart des dépenses en énergies sont nécessaires, surtout pour la majorité la plus pauvre de la population qui peut difficilement remplacer des trajets pour se rendre au travail souvent longs par du vélo par exemple. Les entreprises, comme mentionné plus haut, peuvent répercuter la hausse des prix de l'énergie sur leurs clients. Enfin les plus riches, qui consomment le plus, sont aussi ceux qui sont le moins touchés par l'augmentation des prix, cela représente [une part négligeable de leur budget](#)<sup>3</sup>. On peut le constater avec la hausse actuelle, celle-ci n'a aucun effet significatif sur la consommation.

L'augmentation des prix ne peut avoir que des effets contre-productifs, même en étant accompagnée de mesures sociales. L'augmentation des prix s'applique de la même manière à tout le monde, et fait donc payer proportionnellement bien plus les classes populaires, celles qui polluent le moins. Elle ne peut que susciter de la colère et du rejet, comme l'ont montré les gilets jaunes qui sont sortis la première fois dans la rue pour protester contre une augmentation de l'essence.

Des mesures qui font payer la transition nécessaire aux classes populaires montrent surtout l'incapacité de leurs concepteurs à sortir du schéma capitaliste. Même si la plupart accompagnent ces mesures d'aides sociales, ils restent dans une logique de marché, et ne remettent pas en question l'ensemble du système. Nous verrons dans la suite de ce texte pourquoi seule la remise en question du système capitaliste peut permettre une transition équitable et efficace.

## Le capitalisme et les prix

Dans une situation de marché, où plusieurs producteurs individuels (artisans et paysans) sont en concurrence pour vendre de la nourriture ou des outils par exemple, les prix tendent naturellement à être proportionnels au temps de travail nécessaire pour les produire. Par exemple, si un artisan produit un outil très utile, mais qu'il est le seul à le produire, le prix sera élevé, mais d'autres artisans se mettront aussitôt à produire le même outil, ce qui baissera le prix jusqu'à ce qu'il ne soit pas plus rentable qu'un autre travail<sup>4</sup>. Le capitalisme modifie déjà ce fonctionnement naturel du marché. En possédant les outils de travail (les usines, les entreprises, etc.) et en embauchant des salariés, le capitaliste peut à la fois déterminer le prix des produits et le salaire des individus. Le salaire est donc fixé le plus bas possible, plus bas que le prix de revient des produits, et c'est la différence entre les deux qui constitue le profit. C'est ce que Marx appelle l'exploitation.

Dans le capitalisme d'aujourd'hui, c'est différent. La concurrence libre, où chacun peut entrer dans le marché et faire concurrence, a été remplacée par les conglomérats financiers, les quasi-monopoles et les oligopoles. Les grandes entreprises peuvent décider de fixer un prix bien plus élevé que ce que suppose le marché, s'ils se sont entendus avec leurs concurrents (malgré les lois qui l'interdisent dans de nombreux pays), aucun nouveau producteur ne pourra rentrer sur le marché avant plusieurs années. Les capitalistes n'hésitent donc pas à augmenter leurs prix lorsqu'ils pensent que la situation s'y prête. On peut penser en particulier à la position de la suite Microsoft Office qui se vend à 149 euros, alors que le travail que nécessitent la création et la maintenance de ces programmes est infime par rapport aux nombres de personnes qui l'utilisent.

Dans le cas du marché de l'énergie, les conseils d'administration ont notamment utilisé le prétexte que leur servaient certains experts : « [Les économies des ménages] ont augmenté le pouvoir décisionnel des entreprises sur les prix. Les consommateurs sont disposés à payer plus et à tolérer des prix plus élevés », [a ainsi déclaré](#) le 11 mai Isabel Schnabel, membre du directoire de la BCE. Après un tel feu vert, les entreprises de l'énergie se sont jetées sur l'occasion, augmentant leurs prix de manière très rapide. Ces augmentations, loin d'être nécessaires, ont permis aux entreprises de l'énergie d'enregistrer des profits record. Un groupe pétrolier comme Shell a par exemple multiplié par 5 ses profits, pendant que TotalEnergies le multipliait par 1,8. Le géant du gaz Équinor a de son côté enregistré [un bénéfice net de 6,8 milliards](#) au deuxième trimestre de 2022 alors qu'il était de 1,9

milliards à la même période en 2021. Du côté d'Engie, les bénéfices sont passés à 5 milliards au premier semestre de 2022, [le double de 2021](#), et ce alors que [le groupe perdait 1,5 milliards en 2020](#). Pour masquer ses aberrants profits, Total n'a d'ailleurs pas hésité à appliquer une remise à la pompe de quelques centimes jusqu'à fin 2022, sous la pression du gouvernement français.

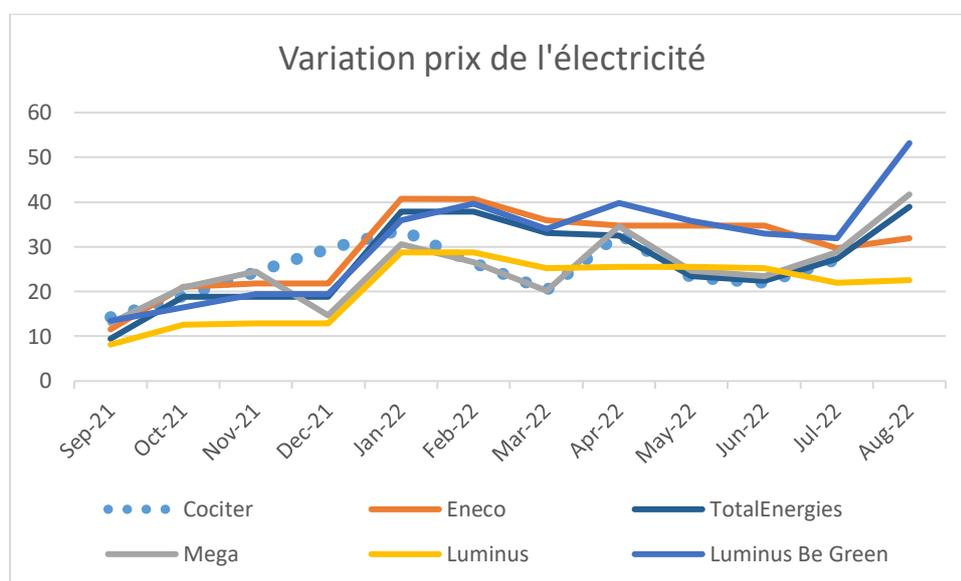
Mais ces augmentations de prix sont encore aggravées par la spéculation. Car les capitalistes cherchent en permanence à investir les profits immenses qu'ils ont obtenus par l'exploitation ou leur situation de monopole. Une partie de ces profits vont donc être investis dans toutes sortes de biens sur lesquels ils pressentent une augmentation, et qu'ils vont donc pouvoir revendre plus cher. C'est le cas par exemple de l'énergie, du logement, des denrées alimentaires, des bitcoins, des actions, etc. Jean Hindriks, président de l'Economics School of Louvain [va jusqu'à affirmer](#) que « La spéculation dans le secteur de l'énergie est totalement irrationnelle, une bulle n'est pas à écarter ».

## L'économie sociale au secours des prix, l'exemple de Cociter

Heureusement, il existe des contre-exemples qui montrent que ces mécanismes ne sont pas une fatalité. L'économie sociale propose un fonctionnement radicalement différent de l'économie, qui permet d'éviter la plupart des travers de l'économie capitaliste. Rappelons-le, l'économie sociale s'appuie sur différents principes et propose une économie et des entreprises qui ne cherchent pas le profit, mais cherchent à répondre à des besoins sociaux, en s'organisant de manière démocratique. Dans le domaine de l'énergie, il existe en Belgique une entreprise sociale qui a pu montrer pendant la crise tous les avantages de l'économie sociale : Cociter.

Cociter est un fournisseur d'énergie qui rassemble 19 coopératives citoyennes qui produisent de l'énergie verte (éolien, hydroélectricité, photovoltaïque, biométhanisation). Son capital était de 4 millions d'euros en 2021, elles produisent [pour l'équivalent de 21.700 ménages](#) et sont utilisés [par certaines communes](#). Ils sont considérés comme un très bon acteur [par Greenpeace](#) en matière d'énergie verte.

Or justement, l'évolution des prix de Cociter a dénoté par rapport aux autres fournisseurs d'énergie. En 2019, [c'était le fournisseur le plus cher sur le marché](#). Après l'augmentation impressionnante des prix, il est devenu en mars 2022 le produit [le moins cher](#) du marché.



Comme nous le voyons dans cette courbe, les prix de Cociter sont loin d'avoir un comportement très différent de l'ensemble du marché. En effet, en tant que fournisseurs, ils sont forcés de vendre le mix d'énergie commun (comprenant aussi bien de l'énergie verte que de l'énergie issue des sources fossiles), et sont donc forts dépendants des prix du marché. Ils se différencient surtout par le fait que l'argent gagné est systématiquement investi dans l'énergie verte. Mais le fait que Cociter fonctionne comme une coopérative a un impact non négligeable sur la variation du prix. Sur l'année qui va de septembre 2021 à août 2022, l'écart type<sup>5</sup> de Cociter

est seulement de 5,9, soit près de la moitié de celui de l'option Be Green du fournisseur Luminus qui est à 11,7. Il s'agit en fait de l'écart-type le plus bas parmi les différents fournisseurs représentés dans le graphique ci-dessus, la moyenne se situant à 8,2.

Cela s'explique par le statut de coopérative de Cociter qui limite donc sa plus-value et ne cherche pas à maximiser son profit. En fait, la majorité de ses bénéficiaires sont réinvestis dans l'entreprise. Fabienne Marchal, fondatrice et administratrice déléguée chez Cociter, [décrit ainsi](#) le rôle de son entreprise pendant la crise : « *Alors est venue la crise de l'énergie. [Les citoyens coopérateurs de Cociter] ont refusé de faire des surprofits, quoi de plus naturel ? Satisfaits avec un petit dividende, ils ont limité le prix de vente de leur électricité à Cociter pour que tous les coopérateurs puissent profiter de tarifs de fourniture plus raisonnables. Eh oui, maintenant leur modèle tire le prix de l'électricité vers le bas ! Même que d'autres consommateurs sont nombreux à les rejoindre. Meilleur marché et 20/20 chez Greenpeace, que demander de plus !* »

Si les entreprises sociales comme Cociter ont comme les autres le pouvoir de déterminer son prix, elles le font non pas pour maximiser leur profit, mais pour servir l'intérêt général. Mais elles ont aussi leurs limites. Même si Cociter est différent des autres fournisseurs, il reste contraint de se conformer au marché, et ne représente qu'une partie infime de la production. De plus, l'entreprise n'est, selon Fabienne Marchal qu'à peine soutenue par les pouvoirs publics.

## Conclusion

Le potentiel de l'économie sociale face à la crise de l'énergie se trouve bien illustré par l'exemple de Cociter. Mais tant qu'il restera limité à des parts de marché dérisoires par manque de financements et de volonté politique, son effet sur les prix le sera tout autant. Pour éviter des futures crises, qui appauvrissent la majorité de la population et enrichissent quelques actionnaires, il est nécessaire de transformer l'ensemble du système économique, et de le faire fonctionner sur de nouvelles bases.

La crise climatique nous rappelle chaque jour qu'il est nécessaire de reprendre le contrôle démocratique de notre production d'énergie. La crise inflationniste vient nous donner une bonne raison supplémentaire de transformer les entreprises capitalistes en entreprises sociales. Plus que jamais, il serait nécessaire d'exproprier les actionnaires et de rendre à la collectivité l'ensemble du secteur de l'énergie.

### L'expropriation, mesure trop radicale ?

Si les sanctions qui sont aujourd'hui utilisées par la justice, comme les amendes, ou le retrait de droits politiques, voire des libertés, ne choquent pas, il est difficile de concevoir qu'une confiscation pure et simple des actions des entreprises de l'énergie puisse choquer. Les actionnaires ont souvent profité depuis plusieurs années de dividendes, qui ont parfois remboursé plusieurs fois leur mise de départ, et en étant actionnaires, ils sont co-responsables légalement des conséquences de l'entreprise sur la société. Les actionnaires n'arrêtent pas de se cacher derrière les petits entrepreneurs en prétendant qu'ils prennent eux aussi des risques, alors même que les grosses entreprises sont systématiquement sauvées de la faillite par l'État. Bref, prendre des risques ne signifie pas aller contre l'intérêt général, et plonger des millions de familles dans la misère, en faisant augmenter les prix de toute l'économie. De la même manière qu'un individu qui utilise sa liberté pour aggraver un autre individu se voit confisquer cette liberté, un actionnaire qui utilise sa liberté pour appauvrir des milliers d'autres en s'enrichissant devrait se voir confisquer sa société.

Car l'expropriation est bien plus efficace que d'autres mesures comme la taxation par exemple. La taxation et le réinvestissement permettraient certes de développer une économie sociale parallèle, mais en sachant la capacité des grandes entreprises à éviter l'impôt, et en imaginant le temps que met chaque nouvelle création d'entreprise, cet objectif est beaucoup trop lent pour atteindre les objectifs en termes de réduction d'énergie. Une expropriation massive permettrait de reprendre tout le système productif existant, et de le réorienter dans la bonne direction, avec un contrôle démocratique, en le transformant en économie sociale. Il s'agit sans doute de la seule manière d'atteindre les objectifs climatiques, vu l'urgence de la situation, et le manque de volonté de la part des propriétaires actuels.

---

<sup>1</sup> Majors, ExxonMobil, BP, Total, Shell et Chevron pour le gaz et le pétrole, Enel, Engie, EDF, E.ON pour le marché européen de l'électricité

<sup>2</sup> Voici la traduction du schéma :

1. Achat de l'énergie – 36%
2. Livraison de l'énergie au domicile – 24%
3. Le service client, facturation, et IT – 20%
4. Contribution environnementale et sociale – 13%
5. TVA – 5%
6. Profit – 2%

<sup>3</sup> : « *Les ménages plus aisés réagissent moins au prix du carburant que les plus modestes* », note l'étude du Commissariat Général du Développement Durable. Ainsi, les dépenses énergétiques représentent en moyenne 10 % du budget des ménages, 16,4 % pour la frange la plus pauvre de la population et 5,3 % pour la frange la plus riche.

<sup>4</sup> Mandel Ernest, Traité d'économie marxiste, tome 1, Union Générale d'Éditions, le monde en 10-18, Chapitre 1

<sup>5</sup> L'écart-type est une mesure qui permet de calculer l'écart de différents points sur une ligne par rapport à sa moyenne. Un grand écart-type signifiera une grande dispersion (par exemple une suite qui ferait 2, 7, 14, 22, 30) alors qu'un petit écart-type montre une faible dispersion (15, 15, 15, 14, 16). Dans le cas qui nous intéresse, un faible écart type signifie que les variations de prix sur la période donnée sont relativement faibles.

SAW-B

Avec le soutien de



***Ce texte vous parle, nos idées vous interpellent ? C'est le but !***

Cette analyse s'inscrit dans notre démarche de réflexion et de proposition sur des questions qui regardent la société. Si vous voulez réagir ou en discuter avec nous au sein de votre groupe, de votre espace, de votre entreprise, prenons contact. Ensemble, faisons mouvement pour une alternative sociale et économique !

N'hésitez pas à nous contacter : [info@saw-b.be](mailto:info@saw-b.be) ou 071 53 28 30

*À la fois fédération d'associations et d'entreprises d'économie sociale, agence-conseil pour le développement d'entreprises sociales et organisme d'éducation permanente, SAW-B mobilise, interpelle, soutient, et innove pour susciter et accompagner le renouveau des pratiques économiques qu'incarne l'économie sociale. Au quotidien, nous apportons des réponses aux défis de notre époque.*

**Rédaction** : Marian de Foy

**Relecture** : Adrian Jehin, Quentin Mortier et Jean-François Herz

**Illustration** : James Wheeler